

Objectif 3 heures

C'est une ambiance, à la fois, joyeuse et sérieuse qui régnait au sein de la délégation des élu.es du Finistère qui s'est rendue à Paris, le mercredi 7 mars, pour rencontrer les parlementaires qui auront, dans les semaines qui viennent, à discuter et voter la loi déplacements. Dans le TGV qui les amenait jusqu'à Montparnasse et ensuite à la Maison de la

Bretagne, cette délégation a su mettre en avant sa détermination qu'Armelle Huruguen, présidente du groupe socialiste, a résumé en trois mots : unis, déterminés et solidaires.



Uni.es, solidaires et déterminés.es

Joyeuse car, toutes tendances confondues, les conseiller.es départementaux.les du Finistère ont bien conscience d'engager un combat juste pour placer Brest et Quimper à 3 heures de Paris, mais qui durera longtemps. Et, comme pour tout mouvement historique, il convient d'introduire une dose d'humour et de décontraction. Surtout, lorsqu'on sait que l'unité sera déterminante pour convaincre les multiples interlocuteurs du bien-fondé de ces revendications.

Mais c'est tout de même le sérieux qui prédomine. Car l'enjeu est d'importance pour l'attractivité de la pointe bretonne et les élu.es, emmené.es par Nathalie Sarrabezolles, entendent bien défendre leurs arguments auprès du gouvernement.

Car ce déplacement à Paris était bien, comme l'a rappelé Armelle Huruguen, un moment de mobilisation des élu.es du Finistère mais aussi des représentants des forces économiques, syndicales, associatives, universitaires et culturelles.

Déjà, Brest et Quimper à 3 heures de Paris était inscrit dans le contrat de plan

2000-2006. Mais à partir de 2012, des études ont été lancées pour rapprocher Rennes et Nantes dans la perspective de la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Des études ont donc été menées et la perspective de placer le Finistère à 3 heures de Paris a été relégué dans le cadre de la construction de l'aéroport. Son abandon rebat totalement les cartes.

En outre, comment accepter l'idée que Brest et Quimper devraient rester à 3h42 de Paris quand on sait que la distance entre la capitale et Bordeaux est à peu près la même (600 km), mais qu'il ne faut aux Bordelais que 2 heures pour rallier la gare Montparnasse.

Nathalie Sarrabezolles a prévenu : la bataille qui s'engage sera longue et la mobilisation de la pointe bretonne doit s'inscrire dans la durée.

Après la rencontre avec les parlementaires, la prochaine étape serait la réactivation du comité de pilotage de la liaison nouvelle Ouest Bretagne - Pays de la Loire (LNOBPL). Ce serait un signe fort envoyé aux Bretonnes et aux Bretons.



Retraites agricoles

C'est au pied du mur qu'on voit le maçon et c'est sur des actes qu'on peut juger un gouvernement et la majorité qui le soutient.

Compte tenu des discours sur la priorité qui devait être donnée au pouvoir d'achat et sur le soutien sans faille au monde agricole, rien ne pouvait laisser penser que le gouvernement pourrait torpiller l'initiative sénatoriale permettant de revaloriser les retraites agricoles. Cette proposition portée par le groupe communiste, mais soutenue par l'ensemble des sénateurs, visait à faire passer les retraites agricoles de 75 à 85% du SMIC, soit une hausse de 116 euros par mois pour une carrière complète de chef d'exploitation. Mais le gouvernement a torpillé cette proposition.

C'était bien la peine de rester 12 heures au Salon de l'Agriculture...
PS29

Chiffre de la semaine

41%

C'est le score réalisé par le candidat socialiste, Joël Aviragnet, au premier tour dans une législative partielle en Haute Garonne.

Les options du 78^e congrès

Une soixantaine d'adhérents du Parti Socialiste se sont retrouvés le samedi 10 mars à l'espace François Mitterrand de Pont-de-Buis pour participer à l'Assemblée générale de présentation des textes d'orientation pour le 78^e congrès. À quelques jours du vote, ce rassemblement a permis à chacun de juger les options défendues par les textes en compétition.



Les représentants des textes d'orientation

Jean-Yves Quéré, de la Fédération des Côtes d'Armor, défendait le texte présenté par Stéphane Le Foll, Maxime Picard, Premier secrétaire fédéral du Morbihan, celui d'Olivier Faure et Arnaud de Morgny, de la Fédération de Paris, celui d'Emmanuel Maurel.

Après une présentation d'une dizaine de minutes, chaque représentant a répondu aux questions des adhérents.

Pour l'ensemble des porte-paroles, le 78^e congrès constitue un moment

fort dans le processus de Refondation du Parti Socialiste. Pour autant, il ne marquera qu'une étape. Il constituera la base sur laquelle se développera une organisation rénovée.

Car il n'a échappé à personne que la crise que traversent les socialistes, en France, mais aussi dans le monde, ne sera pas surmontée par un congrès, aussi réussi soit-il.

« Il faut faire confiance aux fédérations et aux sections pour inventer de nouvelles manières de militer. »

Le débat qui a suivi la présentation des textes a porté sur l'organisation du Parti Socialiste, (voir page 3) mais aussi, les enjeux européens (voir encadré), l'emploi, les services publics.

C'est sur cette question que les socialistes seront en partie jugés. À la fois dans leur capacité à résister au rouleau compresseur libéral lancé par le gouvernement d'Édouard Philippe mais aussi à inventer de nouvelles formes d'intervention du service public.

Et c'est là qu'intervient un autre rendez-vous, crucial pour les socialistes : les élections municipales de 2020. Car c'est bien dans les collectivités locales que les socialistes peuvent démontrer leur capacité à innover, inventer et répondre aux attentes des habitants dans

des domaines comme le logement, le social, les transports, l'éducation ou la culture.

C'est aussi à cette occasion que le PS montrera sa capacité à rassembler la gauche et à être le pivot de majorités municipales élargies.

C'est aussi des fédérations et des sections que viendra le renouveau du PS car il ne faut pas tout attendre du national, mais au contraire faire confiance aux adhérents et aux responsables fédéraux qui savent inventer de nouvelles manières de militer.



La parole aux adhérent.es

Prochaine étape du congrès, après le vote sur les textes d'orientation le jeudi 15 mars, le congrès fédéral de Saint-Martin-des-Champs, samedi 24 mars, qui permettra encore aux adhérents de débattre et d'entendre les candidat.es au poste de Premier.e secrétaire fédéral.e présenter leurs programmes, pour la Refondation du PS.

Notre Europe

PES

L'Europe a été au cœur des interventions et des questions des adhérents. Car cette dimension est essentielle pour la Refondation du Parti Socialiste.

On peut l'envisager sous au moins trois angles : les réponses immédiates à apporter aux dossiers européens, le discours électoral à élaborer et le projet à construire à plus long terme.

Même si toutes ces dimensions sont liées il convient d'y répondre dans l'ordre.

D'abord, la question des traités commerciaux et du vote de nos parlementaires. Pour les trois représentants des textes d'orientation, il apparaît nécessaire de s'opposer aux traités commerciaux, comme le CETA, qui portent en eux de graves dangers en matière de santé et qui risquent de fragiliser dangereusement plusieurs filières, notamment agricoles.

L'autre question à laquelle devront répondre les socialistes sera : quelle ligne défendre pour les élections européennes ? Comment défendre le projet européen des socialistes alors que la politique menée par la commission va à l'encontre de leurs ambitions ? En outre, l'élection européenne de 2019 interviendra dans un contexte assez défavorable pour le parti socio-démocrate et à l'inverse très favorable aux mouvements populistes anti-européens qui ne s'embarrassent pas de subtilités pour dénoncer une commission de moins en moins défendable. Entre les Européens béats et les Europhobes, il faudra trouver que les socialistes fassent preuve de pédagogie pour bien expliquer qu'ils se situent résolument dans l'opposition au président de la commission, mais que cette opposition ne justifie en aucun cas un rejet de l'ensemble des institutions européennes.

Et enfin, à plus long terme, le Parti Socialiste devra repenser son engagement européen à long terme. Après le Brexit où allons-nous ? Comment faire de l'Union européenne un espace de développement et de solidarité, et non de concurrence et de compétition ?

Vers un nouveau militantisme

Quelle que soit la direction qui sera désignée à l'issue du 78^e congrès, il apparaît d'ores et déjà que le militantisme au sein de notre organisation va radicalement changer. Tous les textes d'orientation sont unanimes sur le diagnostic : le Parti Socialiste n'a pas assez travaillé ces dernières années et ses adhérents ont besoin de retrouver le goût de militer ensemble.

C'est par les sections et les fédérations que se refondera le parti.

Sans pouvoir dire comment cela se traduira, il semble que l'adhésion, unique, telle que nous la connaissons aujourd'hui est appelée à disparaître. Le texte de Luc Carvounas propose trois statuts différents (adhérents, militants et membres actifs), celui de Stéphane le Foll deux (adhérents et sympathisants). Olivier Faure souhaite aussi redéfinir la notion de sympathisants et prévoit aussi le statut de « citoyen du projet » qui rassemblera l'ensemble des sympathisants qui auront contribué

à l'élaboration du projet et pourront ainsi participer à la désignation de notre candidat.e à la Présidentielle.

Le militantisme post 78^e congrès sera plus numérique. Tous les textes d'orientation insistent sur cette dimension. Luc Carvounas propose d'ouvrir « une plateforme militante pour communiquer, proposer des votes, déposer des motions à l'ordre du jour du Conseil national, télécharger des outils de campagne ou mutualiser les bonnes pratiques locales ». Stéphane Le Foll

propose des votes numériques. Olivier Faure aussi propose de mettre en place une plateforme. « Le vote numérique et les consultations en ligne seront développés ». Même volonté de la part d'Emmanuel Maurel qui propose de créer des chaînes Youtube pour diffuser des vidéos pédagogiques.

Enfin, là où ça n'est pas encore le cas, les socialistes devront, dans les semaines et les mois qui viennent, plus se tourner vers leurs partenaires politiques mais aussi associatifs et syndicaux. Luc Carvounas parle de la gauche arc-en-ciel. Stéphane Le Foll évoque une « fédération de la gauche de gouvernement ». Olivier Faure veut « réconcilier et rassembler des gauches que certains voudraient séparer », tandis qu'Emmanuel Maurel prône « un dialogue avec toutes les forces de gauche qui veulent transformer la société en profondeur ».

C'est donc un parti décentralisé, numérique et donnant beaucoup plus la parole à ses adhérents que veulent construire les candidats au poste de Premier.e secrétaire.



Le congrès de la Refondation

En savoir plus

La boulette de Morlaix



« Notre client, acteur territorial Finistérien, est à la recherche de son Directeur de la Communication et de l'Événementiel (F/H), pour accompagner le dirigeant élu dans sa mandature, anticipant la future période électorale. » Ainsi était rédigée une annonce pour la mairie de Morlaix. « Mme le Maire, il ne faudra pas oublier d'intégrer le salaire du directeur de la communication à vos frais de campagne ! », ont réagi les élu.es d'opposition socialiste.

Très rapidement, la maire de Morlaix a fait porter la responsabilité sur le cabinet de recrutement Ramstad, qui aurait mal compris sa demande...

Disparition

Nous avons appris avec tristesse la disparition de Pierre Quélenec, adhérent de longue date à la section Brest rive droite.

Pierre était un militant actif et discret, toujours présent pour les campagnes électorales ou pour participer à l'étiquetage du Cap Finistère le mercredi matin.

Nous adressons à son épouse Yveline, à ses enfants et ses proches nos plus sincères condoléances.

Disparition

Nous avons également appris avec tristesse la disparition de Raymond Aveline, conseiller municipal du Relecq-Kerhuon. Candidat sur la liste menée par Yohann Nédélec en 2008, il était conseiller municipal depuis 2012.



Nous adressons à sa famille et ses proches nos plus sincères condoléances.

Bon appétit !

Le 14 juillet 2017, à la suite des élections Législatives, dans les colonnes du *Télégramme*, Marc Coatanéa déclarait fièrement : « Le PS n'est pas mort ». Aujourd'hui, quelques mois plus tard, on apprend qu'il juge le PS comme « un astre mort ». On a connu des revirements plus discrets.

Marc Coatanéa a été, pendant près de dix années, le responsable du Parti Socialiste dans le Finistère.

Il serait bon que chacun reconnaisse ses responsabilités. S'il fait ce constat sévère, quel terrible aveu d'échec pour lui.

Et si on suit sa logique, il était prêt à rester vice-président de Brest métropole aux côtés d'éminents représentants de l'astre mort.

Les socialistes du Finistère ont, lorsqu'il était Premier secrétaire, avalé beaucoup de couleuvres. Maintenant, c'est sans doute au tour des marcheurs. Nous leur souhaitons bon appétit.

Agenda

24 mars

Congrès fédéral
salle du Roudour
à St-Martin-des-Champs.

29 mars

Vote en sections pour le
ou la Premier.e secrétaire
fédéral.e et national.e et
pour les secrétaires
de sections.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1220 - Vendredi 16 mars 2018
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;
20 euros (numérique)
Non adhérents : 50 euros (papier) ;
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS



C'était le CELIB

Esprit du CELIB, es-tu là ? Voilà la question que se posent tous les observateurs depuis que Nathalie Sarrabezolles, Maël De Calan et Christian Troadec ont décidé d'unir leurs efforts autour d'une même ambition : placer enfin Brest et Quimper à trois heures de Paris. Mais qu'est-ce que l'esprit du CELIB ? Et peut-on en appeler à un mouvement qui a connu son apogée sous la IV^e République ?

Le CELIB fut créé au début des années 50 par l'universitaire Joseph Martray, auteur du livre : *Le problème breton et la réforme de la France*, en 1947. Tout un programme à une période où la région parisienne concentrait tous les pouvoirs. C'est au festival de Cornouaille, à Quimper, le 22 juillet 1950 que fut créé le CLIB (Comité de Liaison des Intérêts Bretons) et il faudra attendre le 18 décembre, à Saint-Brieuc, pour que soit ajouté le mot Étude et que naisse officiellement le CELIB.

Le CELIB était composé de deux entités : une commission d'expansion économique et une commission parlementaire.

La première était chargée de penser l'avenir de la Région, d'anticiper les évolutions, en particulier agricoles. Elle a publié 53 rapports sur l'équipement de la Bretagne en eau ou en électricité, sur le remembrement des parcelles agricoles, le développement de la production agricole, la formation ou la transformation et la valorisation des matières premières agricoles en Bretagne.

La seconde avait pour mission, sur la base de ces rapports, de faire du lobbying auprès des dirigeants de la IV^e République. Cette commission parlementaire rassemblait tous les sénateurs et députés des cinq départements bretons, à l'exception, au début des communistes. Elle se réunissait à l'Assemblée nationale tous les troisièmes mercredis du mois. Ses principales figures étaient René Pleven, des Côtes du Nord, et Tanguy Prigent, du Finistère.

Le CELIB a été entendu par les présidents du conseil de la IV^e République. Dès 1954 le gouvernement reconnaît les régions économiques. En janvier 1955, le décret Mendès France limite la croissance de la région parisienne et en 1956, un premier plan d'action régional est adopté. Il prévoit la construction de l'usine marémotrice de la Rance et la centrale nucléaire de Brennilis. Quelques années plus tard, seront décidés l'implantation de l'usine Citroën à Rennes

et de Michelin à Vannes. C'est aussi à ce moment que la filière électronique commença à s'implanter dans le Trégor.



En 1962, l'heure est à la mobilisation pour, comme aujourd'hui, une affaire de rail et d'accessibilité : un projet de la SNCF prévoit d'augmenter de 15% le prix du train pour les produits bretons. Le tocsin est sonné et l'unité des élus et des forces vives permet de faire reculer la SNCF après un bras de fer de plusieurs semaines.

L'action concertée des universitaires, des dirigeants économiques et syndicaux et des parlementaires aboutit à l'élaboration d'une proposition de loi programme pour la Bretagne, au tout début des années 60. Mais les élections législatives de 1962 changent la donne : les gaullistes l'emportent largement en Bretagne et la commission parlementaire du CELIB, capable de se faire entendre par les gouvernements de la IV^e République devient inaudible. Socialistes, radicaux et centristes étaient capables de faire passer les intérêts de leur région avant ceux de leurs groupes. Pas les gaullistes. Le projet de loi programme pour la Bretagne n'est plus soutenu et est enterré en 1964.

Cet abandon ne marque pas totalement la fin du CELIB. À partir de 1967 se développe, surtout à l'initiative du monde syndical, un grand mouvement autour du thème *l'Ouest veut vivre*. Le 6 mai 68, sans aucun lien avec le mouvement étudiant, 120 000 personnes manifestent dans la plupart des villes bretonnes.

Sentant bien qu'il ne peut se battre sur plusieurs fronts et craignant la contagion bretonne, le gouvernement Pompidou est obligé de négocier et prend contact avec ce qui reste du CELIB qui obtient un plan d'automatisation du réseau téléphonique, le plan routier breton, le port en eau profonde de Roscoff et une raffinerie dans le port de Brest qui, à cause du premier choc pétrolier, ne verra finalement pas le jour.

Comparaison n'est pas raison. Le CELIB a été créé, s'est développé et a disparu dans un contexte très particulier. Cependant, on peut retrouver des points communs entre les combats d'hier et ceux d'aujourd'hui : l'importance du rail et surtout l'obligation, pour les Bretons d'établir des rapports de force, avec le pouvoir central pour être entendus. Car rien ne leur a jamais été donné.